



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Marseille, le

28 JAN. 2015

Direction des Collectivités Locales et du
Développement Durable

Bureau des Installations Classées pour
La Protection de l'Environnement

Dossier n° 28 -2015-MD

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre de la
Société Générale de Moyens
de régulariser son activité sur le site Quartier Plan Fossan
à MARTIGUES**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre VII du Livre I et notamment ses articles L.171-7 et s, R.541-65 à R.541-75,

Vu l'arrêté préfectoral n°432-2010 URG du 6 décembre 2010 portant application de mesures d'urgence à la Société Générale de Moyens pour son activité de stockage de déchets exercée quartier plan Fossan à MARTIGUES ;

Vu le rapport établi par l'Inspection des Installations Classées le 1er décembre 2014,

Vu le courrier en date du 8 janvier 2015 respectant le contradictoire, reçu le 10 janvier 2015 par la Société Générale de Moyens ;

Vu le courrier de réponse contradictoire de la Société Générale de Moyens reçu le 12 janvier 2015 en préfecture,

Vu l'avis du sous-préfet d'ISTRES,

Considérant que la préfecture des Bouches-du-Rhône n'a pas été destinataire des pièces sollicitées par l'arrêté préfectoral d'urgence du 6 décembre 2010 susvisé concernant la remise en état du site ;

Considérant que la Société Générale de Moyens exerce des activités de stockage de déchets de chantier qu'on peut assimiler à des déchets inertes, sur les communes de Martigues et Port de Bouc, Quartier Plan Fossan,

Considérant que suite à la visite sur site par un Inspecteur de l'Environnement le 16 septembre 2014, il a été constaté que ces activités de stockage de déchets inertes étaient soumises à autorisation préfectorale en application des articles L 541-30-1 et R.541-65 à R.541-75 du code de l'environnement, et que l'exploitant n'était pas titulaire de l'autorisation requise,

Considérant que conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement, lorsqu'il a été constaté que des installations sont exploitées sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise en application du même code, le Préfet met en demeure l'intéressé de régulariser sa situation dans un délai déterminé, et peut édicter des mesures conservatoires et suspendre le fonctionnement des installations,

Considérant que les parcelles impactées par le stockage de déchets sont classées dans les documents d'urbanisme des communes en zone ND1, zone naturelle à protéger, sur la commune de Martigues, et en zone agricole sur la commune de Port de Bouc, et qu'il convient compte tenu de ces classements, de suspendre le fonctionnement des installations jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation.

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 :

La Société Générale de Moyens, dont le siège social est situé 240 Chemin de la Madrague Ville – 13015 MARSEILLE est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après pour ses installations situées Quartier Plan Fossan sur les communes de Martigues et Port de Bouc:

sans délai, à compter de la notification du présent arrêté, de suspendre toute activité de stockage de déchets inertes sur son site Quartier Plan Fossan sur les communes de Martigues et Port de Bouc et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation,

dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté de déposer au Préfet des Bouches-du-Rhône un dossier de demande d'autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes, selon la réglementation alors en vigueur applicable, afin de régulariser sa situation.

Article 2

La Société Générale de Moyens, doit transmettre au Préfet des Bouches-du-Rhône et aux services de l'inspection des installations classées, **à compter de la notification du présent arrêté**, les documents fixés par les articles R.512-39-1 et s du code de l'environnement, justifiant de la remise en état du site quartier plan Fossan à MARTIGUES, conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'urgence n°432-2010 URG en date du 6 décembre 2010.

Article 3

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
Le Sous-Préfet d'ISTRES,
Le Maire de MARTIGUES,
Le Maire de PORT DE BOUC,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le secrétaire général



Louis LAUGIER

